



HAL
open science

Autonomie ou non de la politique extérieure roumaine ?

Catherine Durandin

► **To cite this version:**

Catherine Durandin. Autonomie ou non de la politique extérieure roumaine ?. Cahiers du CEFRES, 2010, Les politiques étrangères des Etats satellites de l'URSS, 25, pp.131-143. halshs-01162753

HAL Id: halshs-01162753

<https://shs.hal.science/halshs-01162753>

Submitted on 11 Jun 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Cahiers du CEFRES

N° 25, Les politiques étrangères des Etats satellites de l'URSS
Antoine Marès (Ed.)

Catherine DURANDIN

Autonomie ou non de la politique extérieure roumaine ?

Référence électronique / electronic reference :

Catherine Durandin, « Autonomie ou non de la politique extérieure roumaine ? », Cahiers du CEFRES. N° 25, Les politiques étrangères des Etats satellites de l'URSS 1945-1989 (ed. Antoine Marès).

Mis en ligne le / published on : mars 2010 / march 2010

URL : http://www.cefres.cz/pdf/c25f/durandin_2001_politique_exterieure_roumaine.pdf

Editeur / publisher : CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE

<http://www.cefres.cz>

Ce document a été généré par l'éditeur.

© CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE



Autonomie ou non de la politique extérieure roumaine ?

Catherine DURANDIN (INALCO, Paris)

Quelques remarques préliminaires pour reprendre, avec prudence, une question à la fois débattue et instrumentée par diverses stratégies diplomatiques en France et ailleurs, cette question du statut de Bucarest vis-à-vis de Moscou.

L'actualité de la crise financière et politique roumaine, systématiquement sous-évaluée par le discours diplomatique français, incite à penser que les directions politiques construisent le plus souvent un objet en fonction de besoins conjoncturels dans un cadre global. L'image diplomatique de la Roumanie est le produit d'une stratégie (la francophonie et sa défense, par exemple) tout autant que le reflet de la réalité : celle-ci est appréhendée de manière sélective.

Un retour rapide vers le passé confirme cette observation présente : à la fin de la décennie 60, deux Roumanie émergent des présentations respectives française et américaine. La Roumanie de la France serait essentiellement latine, nationaliste sur un mode gaullien, dissidente, sinon indépendante, de Moscou. Dans le même temps, la Roumanie de Washington est perçue comme proche de Pékin et vogue également vers une autonomie qui convient aux diplomates partageant les analyses de Henry Kissinger.

La troisième remarque préliminaire porte sur une observation des réciprocités : l'analyse de la langue de bois et des discours convenus et convenables des nomenclatures soviétiques et de leurs alliés devrait aider à mesurer, de l'autre côté, le caractère politiquement correct du propos occidental. Les stéréotypes s'installent et résistent : il suffit de relire ce qui fut dit et écrit de la Roumanie dans son rapport à la France en 1989, pour saisir le poids d'une culture instituée dès 1919...

Enfin, le discours présent sur la normalité (supposée occidentale) et la normalisation (équivalant à l'occidentalisation) pourrait inciter à décrypter les modes d'adaptation des partenaires, du partenaire roumain, à cette norme : le partenaire s'inscrit, pour en tirer bénéfice, dans la grille qui lui est proposée. Le discours ainsi « normalisé » est parfois une couverture du réel qui se situe en dehors de ce discours. L'effet « Potemkine » joue aujourd'hui comme hier dans une relation qui n'est pas et n'a pas été une relation de partenariat...

Pour en venir au sujet de manière plus directe, je partirai d'une présentation américaine de la Roumanie pour m'interroger sur la vision française avant de faire un point rapide des études passées ou en cours sur les dynamiques portées par les acteurs roumains eux-mêmes. Que voulait et que pouvait le parti communiste roumain ?

La perception de « l'autonomie » de la politique extérieure roumaine date, pour les milieux de la science politique américaine, de la crise et des tensions vécues au sein du Comecon en 1961-1963, entre Bucarest et Moscou. Cette crise et la victoire obtenue par Bucarest qui s'en tient à sa décision d'industrialisation hâtive et forcée, serait le premier pas qui débouche sur la déclaration du parti roumain datée du 22 avril 1964 en faveur d'une voie nationale de réalisation du socialisme. Cette sensibilité des experts américains à une autonomie roumaine est nourrie par la diffusion des travaux d'un exil roumain qui plaide pour une image de spécificité de la patrie : en 1958, l'historien

Ghita Ionescu, installé a Londres, publie « The reluctantly. A study of communism neo-colonialism. »

Cette première représentation de l'autonomie roumaine a été renflouée systématiquement par les agents d'influence, les responsables de la propagande au service du parti roumain. Historiens, pour la plupart, ils déploient une activité intense qui va durer jusqu'en 1989. Certains de ses agents de propagande, académiciens, se sont maintenus en place après 1989, jusqu'en 2000 encore : l'académicien Dan Berindei, autrefois chargé de la commémoration des 2050 ans de l'État dace, est, en 2000, responsable de la future commémoration du traité de Paris concluant la guerre de Crimée pour réaffirmer le lien franco-roumain. Parmi les responsables de la construction et de la diffusion de cette image d'autonomie, citons Cristian Popisteanu, ou le spécialiste d'histoire byzantine, Virgil Candea. Popisteanu et Candea publient dans l'ouvrage collectif dirigé par Stephen Galati, « Romania between East and West », sorti en 1982 dans la collection East European Monographs (Columbia University Press, New York). L'un des textes majeurs de cet ouvrage est celui de l'historien américain Robert Forrest qui propose un bilan de la relation entre la Roumanie et les États-Unis. L'idée centrale est la suivante : « After 1962, relations between the two countries gradually improved. The main reason Romania became more tolerant of the United States was the Romanian need for economic assistance in order to maintain its independence within the CMEA ». ¹ L'auteur expose que les premiers contacts roumano-américains datent d'une visite roumaine de 1956 aux États-Unis, motivée par des perspectives commerciales. Il démontre que ces relations se sont poursuivies, en dépit des crises de Berlin et de Cuba, en dépit de la condamnation par Bucarest de la guerre du Vietnam. Les présidences de Johnson, Nixon et Ford se sont succédées sur une même ligne, pour aboutir en 1975 à l'octroi de la clause de la nation la plus favorisée en faveur de Bucarest.

Cette lecture très officielle qui institue sur la longue durée une représentation d'indépendance roumaine est renforcée, en 1970 et après, par la stratégie de Kissinger, qui mise sur une liaison Washington/Pékin. Le thème de la relation privilégiée Pékin/Bucarest est au centre des publications du spécialiste de la Roumanie, Robert King. Celui-ci souligne l'objectif du parti roumain, énoncé en 1964 et repris au IX^{ème} congrès du Parti en 1965, « equality, sovereignty, and non interference in internal affairs. » ² Les déclarations de Bucarest, les voyages des délégations roumaine et chinoise sont décryptées avec soin. Robert King laisse croire à un début d'alliance militaire entre les deux pays entre 1970 et 1972. S'il est clair que Bucarest a cherché à éviter une condamnation de Pékin par Moscou en 1969, notamment, il ne semble pas moins que l'alliance sino-roumaine soit surévaluée. Cette estimation ressort d'une étude conduite en 1996 par le lieutenant Louis Riquet ; les conclusions d'une analyse des documents officiels chinois amènent l'auteur à percevoir une déception de Pékin face à ce qui pouvait être attendu de Bucarest. Cette même déception serait ressentie par Washington qui jouera, via le Pakistan plus que via la Roumanie, pour trouver une courroie de transmission avec la Chine... ³

La contestation de l'image positive de la Roumanie considérée dans une relation de quête d'indépendance par rapport à Moscou, au travers des canaux américains, est tardive ; elle intervient en 1986-1987, dans un contexte devenu favorable aux initiatives de Gorbatchev et défavorable alors à N.Ceausescu.

Trois prises de position furent essentielles : celle de Ion Mihai Pacepa, celle de l'ex-ambassadeur en Roumanie David B. Funderburk et celle de l'opposant roumain Mihai Botez. Ion Pacepa, ex-agent de renseignement roumain jusqu'en 1978, s'exprime « de mémoire » dans le livre « Red Horizons. Chronicle of a communist spy chief. » ⁴ Le livre dévoile toute la déstabilisation de l'Ouest orchestrée de Moscou au service de qui sont placés les acteurs roumains. L'image d'une quelconque autonomie de Bucarest est tout à fait gommée. David B. Funderburk témoigne, de son

¹ Robert Forrest in *Romania between East and West*, op. cit. p.385.

² Robert King, « Rumania and the sino-soviet conflict » in *Studies in comparativ communism*, 1972.

³ Louis Riquet, *Les relations sino-roumaines de 1949 a 1989*, INALCO/ DREI, sous la direction de C.Durandin.

⁴ Ed. Regnery Gateway Washington D.C. 1987 5 Selous Foundation. Washington DC, 1987.

côté, et dénonce les pesanteurs bureaucratiques de l'administration américaine qui s'est accrochée à une fiction de Roumanie indépendante. Le texte « Pinstripes and Reds, an american ambassador caught between the State Department and Romanian Communists (1981-1985) » a été revu par Pacepa...⁵ Mihai Botez est entendu à la même époque : sociologue et mathématicien, il ose réclamer en 1986-1987 un dialogue gouvernants/gouvernés en Roumanie, est soumis aux pressions de la *Securitate*, envoyé en quasi exil à Tulcea en Dobroudgea avant de partir pour la France, avec l'aide de la Ligue des Droits de l'Homme. Mihai Botez séjourne quelques mois en France et gagne Washington où il est l'invité du Kennan Center. Il restera comme professeur aux États-Unis et sera nommé après 1989 ambassadeur de la Roumanie auprès de l'ONU puis à Washington. Mihai Botez a établi en 1986, pour la revue *l'Autre Europe*, un bilan des relations roumano-américaines entre 1968 et 1984. Sa vision du jeu de Bucarest et des besoins de Washington s'inscrit dans les logiques de Pacepa et de Funderburk.⁶ Botez écrit : « Soucieux de légitimer cette image (autonomie) à leurs propres yeux, les analystes ont négligé, ignoré ou interprété de façon plutôt étrange une série d'évolutions de la politique roumaine qui se seraient intégrées malaisément dans le scénario optimiste qui sous-tendait leur bienveillance pour la Roumanie de la fin des années 60.

Je citerai en premier lieu la tendance à minimiser – ou même à ignorer – tout ce qui aurait pu soulever des doutes quant à la bonne foi du partenaire roumain. Des bruits circulaient déjà au début des années 70 sur les transferts de technologie américaine vers des pays communistes par l'intermédiaire de la Roumanie, sur les camps d'entraînement des terroristes anti-occidentaux du tiers-monde fonctionnant en Roumanie, sur l'exportation d'armes fabriquées en Roumanie au bénéfice des adversaires de l'Occident, tout comme sur la possibilité d'un rôle de pays "dissident" dévolu à la Roumanie dans un scénario contrôlé par le Kremlin. Mais ces bruits n'ont éveillé aucun écho dans les milieux politiques américains, plutôt enclins à subodorer une intrigue moscovite dans la diffusion de pareilles allégations. »⁷

Il est possible, à présent, de procéder à une étude systématique des réseaux roumano-américains, de faire un relevé des missions, bourses et publications américaines et de leur degré de bienveillance vis-à-vis de l'idée reçue de l'autonomie roumaine. De l'autre côté, les archives des Instituts roumains en correspondance avec les États-Unis devraient permettre de cerner la composition et les carrières des intellectuels et diplomates roumains au service de cette même cause. Nous pensons, en particulier, aux envoyés de l'Association de Droit et de Relations Internationales (ADIRI), aux missions gérées par l'Institut de Théorie Militaire, aux programmes dépendant de l'Institut du Parti.

La version française de « l'autonomie » roumaine rejoint la vision américaine pour trouver son plein épanouissement dans le cadre de la construction de l'Europe des États/Nations voulue par le général de Gaulle. Rappelons cependant que, quelque soit le degré d'indépendance roumaine supposée par la diplomatie française, le voyage de de Gaulle en Roumanie, effectué en mai 1968, vient après le déplacement du général à Moscou en 1966. Rappelons également que des correspondants de presse avertis tel que Michel Tatu, pour *le Monde*, tout en étant sensible aux gestes "autonomistes" de Bucarest, ont pris connaissance de la réalité du durcissement de la situation interne en 1966 et 1967. Tous n'ont donc pas commis l'erreur d'établir une adéquation entre la liberté des conduites de Bucarest vis-à-vis de Moscou et le libéralisme intérieur...⁸ Le comble d'une représentation de la Roumanie fondée sur l'ignorance ou sur une propagande dont les intentions demeurent mystérieuses fut atteint en 1983 avec la publication aux éditions Nagel d'un ouvrage du journaliste du *Figaro* Michel P. Hamelet, intitulé « La vraie Roumanie de Ceausescu ». Le livre est préfacé par le président du Sénat, Alain Poher, qui souligne avec emphase la lutte de Ceausescu pour l'indépendance nationale contre les blocs militaires antagonistes.

⁵ Selous Foundation. Washington DC, 1987.

⁶ Mihai Botez, *Les relations américano-roumaines (1968-1984) dans L'Autre Europe*. L'Âge d'Homme, n° 10 1986.

⁷ Mihai Botez, op.cit.p.127.

⁸ Sur la Roumanie de de Gaulle, Maurice Vaisse, *La grandeur*. Paris Fayard 1998, en particulier, le voyage en Roumanie p. 440 et C.Durandin, D. Tomescu, *La Roumanie de Ceausescu*. Guy Epaud, Paris 1988.

Il est cependant extraordinaire que, dans le temps même où se forgeait une image de petite Roumanie patriote, les observateurs du terrain – en l'occurrence, les attachés de défense français aient fourni d'autres informations : celles-ci sont en discordance avec le discours diplomatico-politique. Cette discordance pose le problème du processus de formation de la décision politique. Il semble que celle-ci puisse enjamber un réel qui n'est pas conforme aux besoins d'une stratégie européenne globale.

Les archives des Services historiques de l'Armée de Vincennes donnent, en effet, une lecture de l'évolution de Bucarest qui diffère de la vision diplomatique de 1968 et après. Les observateurs français insistent tout d'abord très fortement sur le caractère policier du régime roumain des années 1960 et témoignent de la surveillance sévère à laquelle ils sont soumis. En mission en Roumanie pour les années 1959-1963, le chef de bataillon Edgar Mautaint précise en 1963 qu'aucun déplacement n'est possible sans autorisation. Qu'il fait l'objet d'une surveillance serrée jour et nuit. Que seules les routes nationales partant de Bucarest peuvent être empruntées sans préavis, jusqu'à 40 km du centre⁹. Analysant les raisons de la popularité de Gheorghiu Dej et ce qui fonde, à ses yeux, la conduite de Bucarest dans le cadre du conflit sino-soviétique, notre attaché expose : « Il s'agit d'un pauvre peuple, généralement paysan de souche, qui a pensé trouver dans le parti le moyen de se libérer d'une tyrannie paternaliste, de prendre un peu de cette richesse indécentement étalée à ses yeux par des jouisseurs inconscients ... » Il explique : « l'esprit de „modération“, le goût du compromis, le sens congénital de la prudence a poussé le PMR (partidul muncitor roman, parti ouvrier roumain) à ne jamais critiquer ouvertement les Chinois, se contentant, par la voix de leurs représentants, choisis d'ailleurs en fonction de leurs responsabilités limitées, de faire juste l'indispensable dans cette voie pour ne pas indisposer Moscou »...¹⁰ Pour l'observateur français, le mobile structurant des dirigeants roumains est de sortir le pays du retard de développement et d'entrer dans la modernité, par l'industrialisation. Cette passion de modernité éclaire la fermeté de Bucarest dans le dialogue conflictuel avec Moscou au sein du Comecon en 1961-1963. « Les dirigeants roumains, écrit l'attaché français, ont voulu pouvoir effacer des livres de géographie cette phrase : « la Roumanie est un pays essentiellement agricole. »¹¹ Les observations de E. Mautaint sont confirmées par son successeur, l'attaché Jean David qui écrit dans son rapport mensuel du 1^{er} mai 1963 : « Travaux de printemps, célébration des pâques, préparatifs de la fête du 1^{er} mai, difficultés avec le Comecon, tels sont les principaux facteurs d'ambiance de ce mois d'avril. »¹² L'apogée de la crise, la déclaration du parti roumain d'avril 1964, donne lieu à un vrai enthousiasme populaire au moment où se renforce, par ailleurs, l'emprise du parti sur l'armée. Le rapport de l'attaché français du 27 mai 1964 est étonnant et fait surgir une Roumanie patriote bien avant qu'elle ne soit médiatisée par la diplomatie en 1968 : « Ce mois de mai 1964 marque un tournant important dans l'évolution politique de la Roumanie. »

Après la déclaration du 22 avril 1964 à laquelle la plus large diffusion a été assurée, d'innombrables réunions ont été organisées par le PRM à tous les échelons et dans tous les secteurs professionnels pour expliquer le sens réel de ce document. Or, ce sens réel est nettement anti-soviétique et anti-CAEM et les orateurs du parti ne se gênent pas pour le proclamer. Qui plus est, au cours de ces longues séances qui durent jusqu'à douze heures d'horloge, les meneurs de jeu exposent sans vergogne les griefs contre l'URSS depuis la « libération du pays ». On s'en prend même à la personne de Krouchtchev qui sert de bouc émissaire et qu'on va jusqu'à traiter de « vieille galoche usée ». L'homme de la rue, pour sa part, discute librement dans les lieux publics de ce qu'il a entendu au cours de la réunion à laquelle il a été convoqué. »¹³

Cette mobilisation politique publique est de faible durée : le 16 juin 1965, le maréchal Gretchko a une entrevue avec Nicolae Ceausescu. L'attaché français voit dans cette rencontre « la

⁹ Archives de Vincennes SHAT, dossier 14 S 162, Rapport de fin de mission. 18/11/1959- 21/2/1963. 10 Rapport Edgar Mautaint, op.cit. 11 Ibidem

¹⁰ Rapport Edgar Mautaint, op.cit.

¹¹ Ibidem

¹² Archives de Vincennes SHAT, dossier 14 S 161, rapport mensuel de l'attaché Jean David à l'EMAT.

¹³ Ibidem

reprise en main des dirigeants roumains qui auraient répondu de façon dilatoire aux exigences militaires des Soviétiques lors de la réunion des chefs d'État du Pacte le mois dernier. »¹⁴

Il est très regrettable que le dossier de l'année 1968 manque dans les documents conservés à Vincennes. La consultation des rapports des années 1967 et 1969 éclaire et fait apparaître les limites de l'autonomie nationale de Bucarest. En 1967, en effet, le lieutenant colonel Michel Papet informe : « Depuis le discours de l'Académie militaire (31 mai 1967), on sent se dessiner devant le retournement grec et les événements du Moyen-Orient un rapprochement militaire vers le Pacte de Varsovie. En politique intérieure, règne le plus complet immobilisme. Le régime est et demeure communiste. Il est même le dernier des régimes communistes est-européens à demeurer fidèle au communisme stalinien. Aucune libéralisation n'a eu lieu en Roumanie depuis un an. L'appareil du PCR exerce un contrôle sévère sur toute la population qui, au fond, est très passive et résignée. Les partisans d'un régime différent, les jeunes, les écrivains, les artistes ne se manifestent aucunement. »¹⁵

Les analyses de l'attaché en 1969 rejoignent les observations fournies en 1963. La continuité est intéressante, il semble que la position de Ceausescu en août 1968 n'ait pas bouleversé la vision que ces militaires français conservent des objectifs et des méthodes des directions politiques roumaines. Michel Papet adresse le 14 septembre 1969 son rapport de fin de mission et conclut : « Le fait que la Roumanie ait acquis, grâce à des circonstances favorables et, il faut bien le dire, à l'habile rouerie de ses dirigeants une importance relative sur l'échiquier mondial, hors de proportion avec son importance réelle, fait oublier que la Roumanie est un pays très sous-développé, bien qu'en pleine transformation. En dehors d'une politique générale subtile, rusée, courageuse, parfois dangereuse, mais qui jusqu'à présent lui réussit parfaitement, la Roumanie n'a qu'une seule préoccupation, sortir de son sous-développement et, pour ce faire, s'industrialiser. » L'attaché français ajoute : « En dernier ressort, les dirigeants roumains, malgré les graves et multiples infidélités qu'ils font à l'URSS considèrent vraisemblablement que les forces armées soviétiques constitueraient leur meilleure défense contre une hypothétique agression impérialiste. »¹⁶ Cette formule dit bien la nature fondamentale du lien roumano-soviétique : la dépendance. Cette dépendance n'interdit pas des ambitions. Michel Papet note, en 1969 toujours, la volonté manifeste de Bucarest de développer depuis 1967 une industrie nationale de guerre. Il précise : « Dans le domaine de la technique militaire, les techniciens roumains sont très attirés par les réalisations occidentales, en particulier, en ce qui concerne les matériels d'aviation. »¹⁷ Quelle signification les observateurs français – en ce climat de réchauffement des relations Moscou/Bucarest de 1969-1970 attribuent-ils au voyage de E. Bodnaras en Corée du Nord puis à Pékin ? Une hypothèse est avancée : « Le 2 juin (1970), Bodnaras se rendait en Corée du Nord puis à Pékin où il était reçu par Chou en Lai et Mao. Il est probable qu'entre autre mission, le vice-président du Conseil avait pour mandat de commenter les termes du futur traité (il s'agit du traité roumano-soviétique) à ses hôtes et de les assurer des bonnes intentions de la Roumanie à leur égard. »¹⁸ Le traité de 1970 marque la loyauté de Bucarest vis-à-vis de l'URSS et renouvelle le traité de 1948. L'attaché français ne peut s'empêcher de commenter : « Ce pas vers Moscou marque la fin des illusions qu'on s'était faites en Occident » et de poursuivre : « On ne peut s'empêcher de constater qu'en 1970, malgré la satisfaction de surface des dirigeants, la Roumanie est bien loin d'avoir résolu les problèmes posés par son économie. Pourra-t-elle y parvenir en 1971 sans tendre la main au grand frère soviétique pour préserver le petit créneau d'indépendance qu'elle conserve encore ? Nous n'y croyons pas beaucoup. Ou bien si, nous croyons de plus en plus que "le créneau" qui persiste en dehors de toute logique est le fait d'une entente tacite entre les deux pays qui y trouvent chacun leur bénéfice, l'un profitant tôt ou tard des apports venant de l'Occident destinés à l'autre qui, bon gré mal gré, joue le

¹⁴ Ibidem, dossier 14 S 161, rapport mensuel du 30 juin 1965

¹⁵ Archives de Vincennes SHAT, dossier 14 S 161, Rapport du 16 août 1967, lieutenant-colonel Michel Papet

¹⁶ Archives de Vincennes SHAT, dossier 14 S 162, Rapport du lieutenant-colonel Michel Papet, 14 septembre 1969.

¹⁷ Ibidem

¹⁸ Archives de Vincennes SHAT, 14 S 161 rapport du 5 août 1970

rôle de cheval de Troie dans cette affaire. »¹⁹ Cette interprétation sera confirmée par les dévoilements de Pacepa. Le début des années 1970 s'égrène sur des constats répétés : Ceausescu s'affirme comme le seul détenteur du pouvoir, les liens militaires de la Roumanie avec l'URSS et le Pacte de Varsovie se renforcent. Il est simplement clair que la Roumanie appartient aux pays du deuxième échelon du Pacte comme en témoigne ces informations tirées du rapport mensuel du 8 avril 1971 : « Fin février, on apprenait que des exercices groupant les États-Majors du Pacte des pays de premier échelon, c'est-à-dire l'URSS, la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Hongrie et la DDR, venaient de se dérouler en Hongrie avec participation d'observateurs roumains et bulgares. Au même moment, l'attache militaire obtenait des renseignements de bonne source révélant que les exercices de Budapest allaient être suivis en Roumanie par des séances semblables au niveau, cette fois, des pays de deuxième échelon (Bulgarie, Roumanie) avec participation soviétique, bien entendu, mais que la direction en serait confiée au ministre roumain de la Défense. »²⁰ En 1973, le lieutenant-colonel Dujonc n'hésite pas à affirmer : « Vis-à-vis du Pacte, ce serait un impensable abus de langage de parler de désengagement. Les forces roumaines ont effectué, début octobre 1972, des manœuvres combinées avec des troupes bulgares et des éléments soviétiques. »²¹ L'appréciation de la marge d'autonomie roumaine est qualifiée de "facéties" par le rédacteur du rapport mensuel du SGDN en janvier 1976 : « L'URSS, si elle peut tolérer certaines facéties de son voisin européen du Sud, ne pourra consentir à aucun prix à voir celui-ci s'équiper d'une panoplie nucléaire, même modeste. Il faut noter à ce propos que les ogives nucléaires destinées aux Frogs et aux Scuds de l'armée roumaine, ne sont pas entreposées en Roumanie. »²²

Il reste bien des questions. La réponse sortira d'une lecture croisée des archives françaises diplomatiques et militaires à comparer avec les archives américaines. L'essentiel est de revenir à la question de fond qui consiste à se demander ce qu'ont voulu les dirigeants roumains, quels sont les éléments les plus déterminés à tenir le lien avec Moscou. Ces liens ont été occultés pour jouer les partenaires occidentaux et rassurer l'opinion roumaine, avant comme après 1989. L'histoire de la société communiste dirigeante fait encore défaut en dépit de travaux ponctuels, pour la plupart conduits par des chercheurs anglo-saxons²³, ou par des émigrés roumains installés aux USA. Les archives du parti s'ouvrent, petit à petit, à Bucarest : Emanuela Siteanu, jeune archiviste roumaine, élabore une recherche pour le doctorat, consacrée à l'histoire du parti depuis sa formation jusqu'aux années 1960, sous la co-direction de Jutta Scherrer et C. Durandin. Georges Diener, historien français, a soutenu en janvier 2000 un doctorat portant sur les résistances et les maquis anti-communistes roumains qui puise de précieuses informations dans les archives des tribunaux. Seule une histoire des élites communistes, de leur formation et des réseaux qu'elles entretiennent avec Moscou et les partis frères, permettra de reprendre sérieusement la question du degré d'autonomie de Bucarest par rapport à Moscou. Au point actuel des études des archives françaises, l'on peut cependant avancer l'idée d'une incontournable dépendance de la Roumanie par rapport à l'URSS, dont la conscience entre dans les calculs du jeu interne et externe des communistes roumains.

¹⁹ Archives de Vincennes, 14 8161 rapport du 6 janvier 1971

²⁰ Archives de Vincennes, 148 161, rapport du 8 avril 1971

²¹ Archives de Vincennes, 148 161, rapport du 11 janvier 1973

²² Archives de Vincennes, 14 S 162 rapport annuel du 5 janvier 1976

²³ Citons, Denis Deletant, Robert King, Mary Ellen Fischer, Vladimir Tismaneanu...